

## CITIZEN

INTERNET PETITION:

# AKW Cattenom abschalten!

Hans M. / woxx

**Das französische Atomkraftwerk Cattenom mitten im Vierländereck Frankreich, Deutschland, Luxemburg, Belgien macht seit Jahren durch häufige Störfälle von sich reden.**

Viele Menschen in der Großregion haben auch vor dem Hintergrund der Erfahrungen von Fukushima große Angst. Berechtigte Angst wie die Initiatoren der Internet-Petition „AKW Cattenom abschalten! Kein Fukushima 2 im Herzen Europas!“ meinen, denn Kernkraft ist, wie die Geschichte zeigt, von Menschenhand schlicht nicht beherrschbar.

Alleine 2012 gab es in Cattenom bis zum 30. Oktober 39 offiziell bestätigte Störfälle. In den letzten Wochen dieses Jahres kam es mehrfach zu Störfällen. Besonders beängstigend: Bei einer Inspektion im vergangenen Jahr wurden Mängel entdeckt, die bis heute nicht behoben sind. Rost an Teilen, Probleme bei der Notstrom-

versorgung sowie im Kühlungssystem und - im geologisch sensiblen Gebiet besonders heikel - bei der Erdbebensicherheit sind ein eklatantes Gefahrenpotenzial für die Menschen in der Region und in ganz Europa.

## Mehr als 4.000 Unterschriften

Ein GAU in Cattenom, direkt an der Mosel gelegen, in Schlagweite zu Metropolen wie Metz, Nancy, Luxemburg, Saarbrücken, Trier und im erweiterten Umkreis wären eine menschliche, politische und wirtschaftliche Katastrophe für ganz Europa. Ein derartiger Unfall ist alles andere als unwahrscheinlich und würde Leid und Elend über alle bringen und die europäische Idee um Jahrzehnte zurückwerfen, wenn nicht gar zum Scheitern bringen.

Billiger Atomstrom ist kein cleveres Instrument zum Aufbau einer global wettbewerbsfähigen und schlagkräftigen europäischen Wirtschaft,

sondern Ausdruck einer rückwärtsgerichteten Politik, die den kurzfristigen Erfolg in leichtfertiger Weise vor eine stabile, gesunde und nachhaltige Entwicklung stellt.

Der genaue Wortlaut der, über die avaaaz-Plattform publizierten Petition an den französischen Präsidenten: „Sehr geehrter Herr Präsident, ich fordere Sie auf, Ihre Position zum

französischen Atomprogramm zu überdenken und im Sinne eines innovativ denkenden und handelnden Europas den Ausstieg Ihres Landes aus der Kernenergie zu beschließen. Als Signal Ihrer Entscheidung und Wertschätzung aller Bürger Europas fordere ich Sie insbesondere dazu auf, das AKW Cattenom kurzfristig mit sofortiger Wirkung stilllegen zu lassen.“

Link zur Petition: [http://www.avaaz.org/de/petition/AKW\\_Cattenom\\_abschalten\\_Kein\\_Fukushima\\_2\\_im\\_Herzen\\_Europas/](http://www.avaaz.org/de/petition/AKW_Cattenom_abschalten_Kein_Fukushima_2_im_Herzen_Europas/)

Weitere Infos: <https://www.facebook.com/stopcattenom>



FOTO: TAME\_ALIEN / FLICKR

AMNESTY INTERNATIONAL / TURQUIE

# Libérez les manifestants

(ai/woxx)

**Ce mardi, des sympathisants d'Amnesty International ont manifesté devant l'ambassade de Turquie au Limpertsberg pour demander au gouvernement turc de respecter la liberté d'expression et le droit de manifester.**

En effet, après les arrestations massives survenues ces derniers jours à Istanbul, la police turque refuse de reconnaître qu'elle détient des manifestants, a dénoncé Amnesty International. « Où sont les manifestants emprisonnés, monsieur Erdogan ? » demandait Stan Brabant, directeur d'Amnesty International Luxembourg. « La police turque doit libérer ces personnes immédiatement ou révéler où elles se trouvent et leur permettre de prendre contact avec leurs familles et leurs avocats. »

Plus d'une centaine de manifestants auraient été arrêtés dans la nuit du 15 au 16 juin dans le quartier de la place Taksim, où se concentraient les manifestations, ainsi que

dans les quartiers voisins de Mecidiyekoy et Harbiye. On ignore le nombre exact d'arrestations, mais il est probable qu'il dépasse largement la centaine. L'ordre des avocats d'Istanbul a dit à Amnesty International avoir connaissance d'environ 70 noms de personnes qui ont été vues aux mains de policiers mais dont le sort ne peut être confirmé pour l'instant.

Des manifestants auraient été frappés par des policiers pendant leur arrestation et leur transfert en garde à vue, et privés de nourriture, d'eau et de toilettes jusqu'à 12 heures d'affilée. Le fait que l'on ignore où se trouvent les manifestants arrêtés renforce les craintes qu'ils ne soient maltraités par la police.

A partir d'environ 20h30 heure locale samedi 15 juin, la police est intervenue avec des gaz lacrymogènes, des canons à eau et des grenades incapacitantes contre les manifestants pacifiques de la place Taksim. Un représentant d'Amnesty International,

Andrew Gardner, qui se trouvait sur la place au moment de l'intervention de la police, a confirmé que les manifestants étaient pacifiques et la violence de l'intervention policière injustifiée.

## Pétition en ligne

Les manifestants étaient pacifiques, ils se contentaient de scander des slogans. « J'ai vu les policiers utiliser des gaz lacrymogènes et des canons à eau pour évacuer le parc Gezi. Des témoins racontent également que la police a utilisé des balles en plastique et arrêté des médecins qui soignaient les blessés dans les hôpitaux improvisés installés sur place », témoigne Gardner.

« Toute la nuit, j'ai observé les manifestations place Taksim et dans le quartier voisin de Cihangir, et je n'ai vu aucun acte de violence contre la police de la part des manifestants. En revanche, pendant tout ce temps, les policiers n'ont cessé d'attaquer les

manifestants avec des gaz lacrymogènes et des canons à eau. »

A un moment, les policiers ont tiré des gaz lacrymogènes directement dans un hôpital improvisé installé devant l'hôtel Divan, à Harbiye, où de nombreuses personnes se faisaient soigner. Le dimanche 16 juin, alors que les violences policières se poursuivaient de façon sporadique dans différents quartiers de la ville, des témoins ont vu des policiers arrêter des médecins qui soignaient des manifestants blessés dans un hôpital improvisé à l'hôtel Ramada, à Osmanbay, près de la place Taksim.

Le ministre de la Santé avait auparavant déclaré que ces hôpitaux étaient illégaux et que les médecins qui y exerçaient risquaient des poursuites. Ces événements ont fait suite à un immense rassemblement samedi à Ankara, au cours duquel le premier ministre Recep Tayyip Erdogan s'est adressé à ses sympathisants, attaquant les manifestants du parc Gezi et menaçant de recourir à la force pour les évacuer.

Petition en ligne: <http://www.amnesty.lu/mobilisez-vous/signez-une-petition/turquie-halte-a-la-repression-violente-des-manifestations/>